

## La Politique et le Bon Sens

Les antagonismes politiques, les rivalités électorales, de puissantes coalitions d'intérêts, sans parler des manœuvres soviétiques, ont dressé toutes sortes d'obstacles à l'intégration de l'Allemagne dans la communauté européenne. Les mêmes facteurs ont troublé les relations franco-allemandes et réveillé de vieux antagonismes. Les accords cependant tiennent bien même si la signature doit en être retardée. Reste à savoir si une fois signés ils seront ratifiés et, ratifiés, mis en pratique.

### Les déclarations d'Adenauer.

C'est sous l'angle politico-électoral qu'il faut interpréter les déclarations d'Adenauer qui ont ému l'opinion française, toujours mal informée. Le Chancelier a rappelé — ce qu'on savait — qu'un gouvernement pan-allemand issu d'élections libres serait fondé à demander la révision des accords signés par la République de Bonn ; cela pour couper court aux vociférations des socialistes qui accusaient Adenauer de lier l'Allemagne pour toujours à l'Occident et de rendre impossible une conférence à quatre et par conséquent la réunification de l'Allemagne. Or tous les Alliés, y compris les Etats-Unis ont déclaré que la porte demeurait ouverte à des négociations quadripartites.

Personne n'est de bonne foi. Car les conditions que le Chancelier met à une conversation avec Moscou sont inacceptables pour les Soviétiques s'ils voulaient réellement négocier. Les conditions soviétiques, nous l'avons vu, étaient également inacceptables. Seuls les Anglais auraient souscrit à une Allemagne réunifiée, neutre et réarmée ce que ni Washington ni Paris ne pouvaient admettre.

### La Sarre.

Les mêmes formes politiques et économiques qui luttent contre l'Europe ont fait échouer les velléités d'accord sur la Sarre que Schuman et Adenauer semblaient souhaiter.

Du côté français, les éclats d'un ambassadeur un peu encombrant, jouant les proconsuls, a irrité les Sarrois. Du côté allemand, les pangermanistes de droite et l'opposition socialiste non moins nationaliste, ont intimidé la majorité du Bundestag. Entre temps, le Chancelier a perdu sa majorité au Sénat-Bundesrat allemand, à la suite de déflections inattendues. Le résultat c'est que le problème sarrois est ajourné sine die.

Un article significatif de la «Deutsche Zeitung» expliquait que le temps travaillait pour l'Allemagne. D'abord parce qu'à mesure que l'Allemagne redresse son économie et que le chômage diminue, la réunion apparaît moins inquiétante aux Sarrois surtout attentifs à leurs intérêts. De plus aux récentes élections syndicales l'adversaire du gouvernement, Hoffman Kutsch, l'a emporté sur la fraction modérée. Si

le sentiment des ouvriers n'est pas encore ouvertement pro-allemand, il le deviendrait aisément si cela devenait avantageux.

La question sarroise aurait dû être résolue et elle pouvait l'être quand l'inégalité des conditions économiques était encore manifeste. L'avenir pourrait montrer quelle erreur on commet à attendre. Là encore la politique a joué son triste rôle.

### L'Espagne.

L'Espagne en est un exemple plus triste encore. Longtemps isolée du monde par un ostracisme politique absurde au mépris des plus élémentaires intérêts, l'Espagne, maintenant qu'elle a pu par ses propres moyens redresser son économie, cherche aujourd'hui sa revanche. Elle a cru la trouver dans les avances faites à Franco l'an passé par les Etats-Unis qui voulaient s'assurer en Espagne des bases jugées alors indispensables. Le gouvernement espagnol a été cruellement déçu. Le Pentagone estime l'Espagne aujourd'hui moins intéressante au point de vue stratégique et les factions protestantes des Etats-Unis qui dé-

pendaient empêché Truman de nommer un ambassadeur au Vatican, s'opposent à toute alliance avec un pays où la liberté religieuse n'existe pas. Il faut dire que les attentats contre des chapelles protestantes en Espagne et les déclarations agressives du Cardinal Segura n'étaient pas pour arranger les choses.

Pour trouver une compensation à un amour-propre toujours chatouilleux, le Caudillo a organisé en pays arabe le voyage de son ministre Artajo, accompagné de sa fille et de son gendre. On parlait déjà d'un pacte de la Méditerranée, d'une médiation espagnole dans les conflits entre le monde musulman et l'Occident et surtout d'une politique marocaine qui aboutirait à faire de la zone de protectorat espagnol une région autonome. Enfin Franco lançait deux notes sur Tanger dans l'administration de laquelle l'Espagne depuis 1945, n'avait plus la place que les accords de 1926 lui avaient reconnu. Mais les diplomates ont bien vite senti que Franco cherchait plutôt à s'assurer des moyens de marchandage qu'à entreprendre une grande politique dont l'Espagne n'a pas les moyens.

Le Monde Arabe a été déçu de ne pas trouver l'Espagne nettement opposée à la France et l'Angleterre dans les Affaires de Tunisie et d'Egypte. Par ailleurs, on pense à Madrid que le renversement politique en France va permettre aux deux pays de collaborer à nouveau et qu'au demeurant, les intérêts Français et Espagnols au Maroc sont solidaires. Nous croyons que Madrid a reçu des apaisements dans ce sens. Il était temps.

### Le déficit en dollars.

Dans un excellent article le chroniqueur italien Cesare Marzogora traite du déficit de l'Europe en dollars. Ni les critiques de M. Acheson contre le protectionnisme de son propre pays, ni les requêtes de l'Angleterre après celles de l'Italie et de la France pour l'abaissement des tarifs douaniers américains ne serviront à combler le déficit des pays européens.

Les Etats-Unis ne pourront jamais acheter à l'Europe assez de marchandises, car ils en auront de moins en moins besoin. D'autre part le système des subventions gratuites à l'Europe ne peut indéfiniment durer. Le Congrès américain ne saurait y consentir. Restent deux voies possibles pour atteindre à l'équilibre des échanges entre la zone dollar et le reste du monde libre, ou bien que les Etats-Unis se chargent d'assurer et de garantir la libre convertibilité de la Livre sterling. Alors les ventes effectuées dans ce vaste domaine où règne la monnaie anglaise pourraient suffire à approvisionner tout le monde en dollars nécessaires aux achats de matières premières. Mais nous ne pensons pas que M. Marzogora se fasse beaucoup d'illusions sur la possibilité d'une telle solution. La charge pour les Etats-Unis serait trop lourde. Elle dépasserait de beaucoup les sommes qu'ils mettent gratuitement à la disposition de l'Europe. Cela pour ne rien dire des obstacles d'ordre politique qui sont évidents.

Reste une dernière et unique voie : C'est la solution dite du «Point 4» l'aide aux pays économiquement sous-développés d'Asie et d'Afrique. Just qu'ici la réalisation de ce point du programme Truman a été presque insignifiante : de l'ordre de 150 millions de dollars. Il faudrait que ces pays arriérés qui constituent en puissance un marché illimité soient mis en valeur en partie par l'industrie européenne qui serait assurée ainsi d'un plein emploi et recevrait pour l'équipement fourni les dollars que les Etats-Unis accordaient à ces pays sous-développés. Les modalités de ce plan seraient calculés exactement pour fournir aux Européens les sommes nécessaires à leur propre approvisionnement. Le progrès économique ainsi réalisé profiterait à l'ensemble du monde. Dans l'avenir, le profit de ces investissements retournerait aux Etats-Unis eux-mêmes. Solution simple et idéale ; moralement, politiquement et financièrement. Reste à savoir si les Etats-Unis consentiraient à accorder à leurs alliés cette indépendance économique dont ils craignent peut-être qu'elle ne les conduise à l'indépendance politique. Pour tenir les Alliés bien en main ne faut-il pas que ceux-ci demeurent, eux, la main tendue ?

CRITON.